



NOM : CASILE-HUGUES

PRENOM : GENEVIEVE

SITUATION ADMINISTRATIVE : Maître de conférences HDR. Directrice de l'Institut de Droit de la Santé.

COORDONNEES PROFESSIONNELLES: Institut de Droit de la Santé UMR ADES 7268, Faculté de Droit d'Aix-en-Provence, espace Cassin, 3, avenue Robert Schuman 13628 Aix-en-Provence.

Courriel : geneviève.casile-hugues@univ-amu.fr

Téléphone 04 86 91 42 90

ENSEIGNEMENTS DISPENES :

Droit pénal général, Droit pénal spécial, procédure pénale, pénologie, criminologie, droit pénal médical, déontologie médicale.

DIPLÔMES :

Capacité 2^o année, Droit pénal et procédure pénale ; Licence 2^o année, Droit pénal, Master 2P « Expertise dans le système pénal national et international » ; Les soins pénalement obligés, Les droits de la personne détenue, Droit des personnes atteintes de troubles mentaux, L'expertise criminologie, Expertise des conduites déviantes; Master 2R « Droit médical public et privé », Droit pénal médical, droit pénal spécial médical, Responsabilité médicale, déontologie médicale.

FONCTIONS ASSUREES :

Directrice adjointe à la recherche ISPEC (2001/2009)
Directrice de l'Institut de Droit de la Santé depuis 2009
Directrice du Master 2P « Expertise dans le système pénal national et international ». depuis 2004
Directrice de l'actualité juridique de la newsletter trimestrielle CRIR/AVS « Les soins dans le cadre judiciaire : approche transversale » (2009/2014)

Membres de la commission de spécialistes Droit privé et sciences criminelles (1996/2007)
Membre du conseil scientifique de l'IUT d'Aix-en-Provence (1997/2000)
Membre de la commission mixte de spécialistes de l'IUT d'Aix-en-Provence (1997/2000).
Membre du conseil d'administration l'ISPEC (1990/2009)
Membre du Conseil de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence depuis 2007
Membre du Conseil d'administration du Centre de droit de la santé. depuis 2009
Membre du Haut Conseil aux professions juridiques et judiciaires depuis 2007
Membre du comité de sélection en droit privé et sciences criminelles (2007/2010)
Membre du comité de sélection en droit économique et en droit de la santé depuis 2014
Membre du comité de sélection faculté de médecine 2010
Membre du comité pédagogique du centre de formation des experts judiciaires près la Cour d'appel d'Aix-en-Provence depuis 2004
Membre du Comité de suivi de thèse depuis 2008
Membre du conseil d'administration de l'association française de droit pénal (2009/2018)
Membre du comité d'éthique du CHU de Montpellier depuis 2014
Membre du CRIR-AVS hôpital Sainte-Marguerite depuis 2008
Membre de l'association provençale de médecine légale depuis 1989
Membre de l'association française de criminologie depuis 1987
Membre de l'association Internationale de droit pénal depuis 1987,
Membre de l'institut Européen de l'expertise et de l'expert depuis 2007

Membre du Comité Technique de l'Université d'Aix-Marseille depuis 2014

PRINCIPALES PUBLICATIONS :

La fin de vie en milieu carcéral, in SANTE/PRISON (Sous la direction de Geneviève Casile Hugues). Les études hospitalières, numéro 21, LEH édition, 2016, page 237.

Exercice illégal de la médecine et de la pharmacopée chinoise, in, LE DROIT DE LA MEDECINE CHINOISE TRADITIONNELLE, (sous la direction de Antoine Leca ,Shen jun et Jim Banggui), Les études hospitalières, numéro 20, LEH édition, 2015, page 109

Appels téléphoniques malveillants, messages malveillants émis par voie de communication électronique et agressions sonores. Répertoire de droit pénal et de procédure pénale, DALLOZ 2015

Abus d'autorité, Répertoire de Droit Pénal et de Procédure Pénale ,DALLOZ 2014.

Le secret médical de l'expert judiciaire, in LE SECRET MEDICAL, Les études hospitalières, numéro 15, éditions LEH 2013 page 81.

La responsabilité pénale à la lumière des neurosciences, Revue pénitentiaire et de droit pénal, numéro 1, janvier–mars 2012, page 9

Le caractère fondamental de l'expertise dans l'injonction de soins, Revue pénitentiaire et de droit pénal, numéro 2, avril–juin 2010 page 307.

Le particularisme de l'expertise du mineur, in OU VA LA JUSTICE DES MINEURS ? (Allemagne, Espagne, France, Italie, Russie). Università di Catania ,Pubblicazioni della Facoltà di giurisprudenza , G.Giapicchelli Editore , 2010 page 15

La médicalisation de la répression dans la loi du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour trouble mental, GAZETTE DU PALAIS, juin 2008, page 20

Expertise et instruction : nouvelles orientations après la loi du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale, Revue Pénitentiaire et de Droit Pénal, octobre-novembre 2007, numéro 4, page 803

La politique criminelle française en matière d'usage de cannabis au regard des législations européennes : le débat in Mélanges offerts à Raymond Gassin, Université d'Aix-Marseille III, PUAM, 2007, page 363

Normes pénales et violences des jeunes, in JEUNES-VILLE-VIOLENCE, Collection I 'HARMATTAN, 2004, page 135

Le droit pénal et la criminologie face à l'altération des facultés mentales, in Le droit face à l'altération des facultés mentales Université d'Aix-Marseille III ,PUAM ,XVI, 2002, page 79

Les aspects juridiques et criminologiques de la délinquance sexuelle, Revue Internationale de Criminologie et de Police Scientifique, numéro 2,2001, page 189

La grève de la faim en milieu carcéral (à travers le cas de la maison d'arrêt des Baumettes) Thèse pour le doctorant en droit, Université d'Aix-Marseille III, Préface du professeur Raymond Cassin, PUAM , 1994,499 pages.

Utilisation prétorienne de la notion d'intérêt légitime juridique protégé, Note sous arrêt-Cass.civ, 19 février 1992,.JCP, 1993, Édition Générale, numéro 221721

Les comportements de grève de la faim : confrontations psychiatriques, Éditions Médicales, numéro 31, 1989, page 1202

La toxicomanie et le droit : aspects législatifs et prospective, in Toxicomanie et société, Publications de l'université d'Aix-Marseille II, 1988, page 34

PUBLICATION INTERNET (CRIR/AVS)

I/Notes sous décisions de justice

Décision de la Cour Européenne des droits de l'homme du 15 décembre 2009, MAJORANO et autres/Italie « Obligation pour l'État de sanctionner les magistrats ayant libéré un individu dangereux ». Newsletter 2009, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour de cassation du 21 janvier 2009 « Rétroactivité du placement sous surveillance judiciaire ». ». Newsletter 2009, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour d'appel de Pau du 9 avril 2009 « Messages violents susceptibles d'être vu ou aperçu par des mineurs ». ». Newsletter 2009, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour d'appel de Nîmes du 12 février 2009 « Exhibition sexuelle sur Internet ». ». Newsletter 2009, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour Européenne des droits de l'homme du 2 décembre 2010 IORGOV/Bulgarie : « L'emprisonnement à perpétuité pour viol suivi de meurtre ne constitue pas un traitement inhumain ou dégradant ». ». Newsletter 2010 Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour de cassation du 23 décembre 2010 « Recevabilité de l'action civile d'un enfant né d'un viol ». ». Newsletter 2010, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour d'appel de Caen du 2 avril 2010 « Atteinte sexuelle sur mineur par Internet : Circonstance aggravante de l'infraction ». ». Newsletter 2010, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour européenne des droits de l'homme du 29 novembre 2011, ACT et autres/Bulgarie : condamnation de la Bulgarie pour placement de mineurs en centres fermés ». ». Newsletter 2011, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour de cassation du 28 avril 2011 : « L'emprise quotidienne du père sur ses enfants victimes de viol ». ». Newsletter 2011, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour d'appel de Paris du 27 février 2011 : « Corruption de mineurs avec circonstances aggravantes ». ». Newsletter 2011 Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour de cassation du 31 janvier 2012 « Le placement sous surveillance de sûreté ne peut intervenir à l'issue d'une surveillance judiciaire terminée ». ». Newsletter 2012, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour d'appel de Rennes du 25 avril 2012 : « Détention de l'image pornographique d'un mineur ». ». Newsletter 2012, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence du 26 octobre 2011 : « Proposition sexuelle à un mineur de 15 ans par un moyen de communication électronique ». ». Newsletter 2011, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour d'appel de Rouen du 7 novembre 2012 : « Détention de l'image d'un mineur à caractère pornographique ». ». Newsletter 2012, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour d'appel de Paris du 8 novembre 2012 : « Mise en péril des mineurs : Pluralité d'infractions ». ». Newsletter 2012, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décision de la Cour Européenne des droits de l'homme du 8 janvier 2013 TOREEGGANI/Italie : « condamnation de l'Italie pour surpopulation carcérale ». Newsletter 2013, Bases de données : <http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

2/ Synthèses :

Décret du 24 juin 2010 relatif à l'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental. ». Newsletter 2010, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Proposition de loi du 20 septembre 2010 en vue de l'amélioration du dispositif de libération conditionnelle. ». Newsletter 2010, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Projet législatif du ministère de la justice du 2 mars 2011 relatif au traitement de la récidive. ». Newsletter 2011, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Rapport remis au Président de la République faisant des propositions pour le traitement judiciaire des mineurs délinquants, avril 2011. ». Newsletter 2011, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Loi visant à instaurer un service de citoyens pour mineurs délinquants 27 décembre 2011. ». Newsletter 2012, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Projet de loi relatif à l'exécution des peines du 12 janvier 2012. ». Newsletter 2012, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Loi du 27 mars 2012 de programmation relative à l'exécution des peines. ». Newsletter 2012, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Décret du 24 novembre 2012 relatif à l'expertise et à l'instruction des affaires devant les juridictions judiciaires. ». Newsletter 2013, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Loi du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de la prise en charge. ». Newsletter 2013, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Loi du 5 août 2013 portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'union européenne et des engagements internationaux de la France. ». Newsletter 2014 Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

Projet de loi relatif à l'information dans le cadre des procédures pénales. ». Newsletter 2014, Base de données:<http://pmb.ap-hm.fr/violencesexuel/index.php>

RECHERCHES :

Attachements sociaux, croyances conventionnelles, et délinquances, coresponsable scientifique, Laboratoire de psychologie sociale, Université de Provence, Réponse appel d'offres de l'IHESI, 2000, page 18

Les violences à l'école : l'image administrative des violences concernant les personnels, Responsable scientifique de la recherche Jean Hervé Syr, Laboratoire de recherche sur la délinquance et les déviations, Université d'Aix-Marseille III, Réponse appel d'offres IHESI, Paris, Collection Armand Colin/Masson, Paris 1997, page 301

La loi du 18 février 1994 et l'amélioration de la prise en charge sanitaire des personnes incarcérées, SMPR, Faculté de médecine de Marseille, Université d'Aix-Marseille II Réponse appel d'offres du ministère de la santé, 1994

Les habitudes de vie des étudiants, sous la direction de Jean Hervé Syr, Université d'Aix-Marseille III, in Problèmes actuels de sciences criminelles, vol VIII, PUAM, Faculté de droit, 1990, page 77